

Vu de Chine : les embarras de la France en Afrique

Editorial du Quotidien du Peuple
26 février 2010

Les efforts patelins de Raffarin pour renouer le fil distendu des relations franco-chinoises après le coup de froid venu du Tibet n'y peuvent mais. Le ton ironique et cassant sur lequel le Quotidien du Peuple commente l'annonce de la fermeture de la base militaire de Dakar ne s'encombre d'aucune réserve diplomatique, ni ne ménage les susceptibilités françaises.

Décrivant le voyage de Nicolas Sarkozy en Afrique comme celui de quelqu'un « qui a la hâte d'en avoir terminé au plus vite, mais qui n'a pas le cœur léger », l'éditorial ne manque pas de rappeler le désastreux discours de Dakar, qui a « blessé profondément le sentiment du large public africain ».

Le quotidien officiel chinois voit dans le départ des troupes françaises la marque de l'échec de « soi-disant politiques de 'démocratie', de liberté' et des droits de l'homme' appliquées par la France à l'encontre des pays africains [qui] ont accentué la pauvreté et le désordre en Afrique. Les opérations d'intervention des troupes françaises cantonnées dans de pays africains ont seul but de protéger les intérêts de la France et ses ressortissants. Et sont complètement inutiles pour la stabilité africaine. » A bon entendeur...



Le Quotidien du Peuple, 25 février 2010

Le Président Nicolas Sarkozy a commencé le 24 février sa visite éclair officielle en Afrique. Arrivé le jour-même au Gabon, il y resta 24 heures et s'est rendu le lendemain au Mali puis au Rwanda. Sa visite dans ces trois pays ressemble à la promptitude de quelqu'un qui a la hâte d'en avoir terminé au plus vite, mais qui n'a pas le cœur léger, car dans chacun de ces pays, il a des

problèmes différents à résoudre. Il a fait un crochet par Bamako, capitale du Mali, où il est resté à peine deux heures pour « récupérer » l'ex-otage français Pierre Camatte, retenu pendant trois mois par Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI).

Son choix du Rwanda a pour but de dissiper le malentendu entre les deux pays après que le Rwanda ait accusé la France d'avoir joué un rôle dans le génocide des Tutsi en 1994. Quant à sa visite au Gabon, elle revêt une importance majeure du fait qu'il pense profiter de cette occasion pour saluer la « très remarquable maturité » démocratique du pays, pour exprimer son soutien à Ali Bongo, fils de l'ex-président

Omar Bongo, décédé le 8 juin 2009, qui a été élu en septembre dernier comme remplaçant de son père à la tête du pays et surtout pour conclure avec le Gabon un nouveau accord de défense au sujet du maintien à Libreville de la base militaire française, tandis qu'il a été annoncé en même temps la fermeture par la France de sa base militaire à Dakar, au Sénégal.

La décision d'annoncer ailleurs la fermeture de la base militaire française à Dakar a été projetée auparavant. Vu de façon superficielle, cela montre symboliquement que le Président français désire avec les pays africains un nouveau type de relation de coopération. Mais, en réalité, la France est obligée d'agir ainsi tout en dissimulant son dépit et son amertume.

Un grand nombre de pays africains, qui ont été colonisés autrefois par la France, ont été toujours dans la sphère d'influence de cette dernière. Qui a installé en Afrique plusieurs bases militaires à Djibouti, à Dakar, à N'Djamena, à Libreville et à Abidjan, avec en plus une base d'action au Togo. La France a maintenu depuis de longues années des troupes armées en Afrique pour y protéger ses intérêts acquis. Parmi les bases militaires françaises mentionnées ci-dessus, celle établie à Dakar, qui fait face à l'Océan Atlantique et à l'Île Gorée, revêt une grande portée stratégique. C'est la raison pour laquelle le Ministre français de la Défense Hervé Morin a insisté l'année dernière sur l'importance pour la France de la conserver. L'annonce soudaine et imprévue de cette dernière de sa décision de fermer ladite base militaire a sans aucun doute suscité une large préoccupation de l'opinion publique française et des pays africains. Selon les dernières nouvelles, la décision de retrait prise par l'Armée française est tout à fait passive, car celle-ci se voit acculé du fait que depuis longtemps, le Sénégal a demandé à la France de retirer ses troupes du pays. En 2005, lors de la visite de l'ancien Président français au Sénégal, son homologue sénégalais Abdoulaye Wade lui a parlé de cela. Mécontent, Chirac a répliqué : « Si l'on nous demande de s'en aller, nous partirons promptement sans regret. » Mais compte tenu de l'amitié entre les deux parties et par égard pour la France, la chose a été laissée en suspens provisoirement.

Après l'ascension de Nicolas Sarkozy au pouvoir suprême de la France, il a tout de suite effectué une visite au Sénégal. Lors de son séjour à Dakar, il a prononcé un discours à l'Université Cheikh Anta Diop et il a dit : « *Les problèmes actuels de l'Afrique ne sont pas complètement dus au colonialisme. Les colonialistes ne sont pas responsables des conflits fratricides et des génocides en Afrique. La dictature, le despotisme, la corruption, la prévarication, le gaspillage et la pollution, tout cela n'est également pas dû aux colonialistes.* ». Puis, il a ajouté : « *Depuis des millénaires, les paysans africains se mettent au travail avec le jour et se couchent avec le soleil. Ils répètent tous les jours le même travail et parlent la même langue. Ils sont incapables de se débarrasser de l'entrave de leur situation naturelle. C'est pourquoi il est impossible pour les Africains de détenir leur destin dans leur propre main.* ». Le franc-parler de Nicolas Sarkozy a blessé profondément le sentiment du large public africain et a été l'objet de vives critiques et protestations et de réaction négative de la part des personnalités de divers milieux, ce qui a accéléré le processus de la fermeture obligée par la France de sa base militaire à Dakar.

Les raisons avancées par le Sénégal quant au retrait des troupes françaises sont les suivantes : la première, l'Etat sénégalais envisage de récupérer le terrain occupé par la base militaire française. Si la France le désire, elle peut transférer sa base à Thiès,

la troisième des plus grandes villes du pays, qui se trouve à une distance de 70 kilomètres de la capitale sénégalaise ; la deuxième, le Sénégal joue la carte de sa souveraineté. Le Président Wade a déclaré que plus de cinq décennies sont passées depuis l'indépendance de son pays et l'Armée française y maintient toujours une force armée, ce qui suscite l'incompréhension des Sénégalais. Il espère qu' « en Afrique, le Sénégal ne devait pas être le dernier pays dans lequel serait maintenue une base militaire française. ». La France a exprimé son refus de la demande sénégalaise, mais les deux parties ont quand même parvenu à un accord sur la fermeture de cette base le 4 avril à l'occasion de la célébration de la journée d'indépendance du Sénégal. Et les échanges militaires entre les deux pays seront remplacés par une « plate-forme de coopération régionale ».

Lors de sa visite en 2008 en Afrique du Sud, Nicolas Sarkozy a fait entendre que la France fera tout son possible pour tenir compte des souhaits des pays africains. Il a dit : « *La France n'a pas pour mission de maintenir en Afrique une force armée pour une durée illimitée.* ». Le contexte dans lequel le Président français cherche à sortir d'embarras et à se tirer d'affaire ce sont principalement la grave situation économique de l'intérieur du pays, le sérieux affaiblissement de la puissance nationale et avec en plus l'échec de la France en Côte d'Ivoire dû aux conflits survenus dans sa base militaire à Abidjan, ce qui a beaucoup alourdi son budget de la Défense et a provoqué toutes sortes de contestations et de doutes de la part du public français quant à la nécessité de cantonnement de troupes françaises en Afrique. Tout cela a produit un effet catalytique sur la fermeture le plus tôt possible par l'Armée française de sa base militaire à Dakar.

Les soi-disant politiques de « démocratie », de « liberté » et des « droits de l'homme » appliquée par la France à l'encontre des pays africains ont accentué la pauvreté et le désordre en Afrique.

Les opérations d'intervention des troupes françaises cantonnées dans de pays africains ont seul but de protéger les intérêts de la France et ses ressortissants. Et sont complètement inutiles pour la stabilité africaine.

L'aide française à l'Afrique est réalisée sous forme de « **mise à mort de la poule pour récupérer les œufs** » et n'apporte aucun avantage réel aux peuples africains. Le réel sens du nouveau type de relation de coopération entre la France et l'Afrique proposé par Nicolas Sarkozy c'est d'obtenir le plus possible avec le moins d'effort et de se débarrasser des fardeaux. Les Africains ont perdu confiance dans les relations traditionnelles entre la France et l'Afrique, sont de plus en plus déçus et éprouvent un désappointement grandissant. La fermeture forcée de la base militaire française à Dakar est peut-être un signe assez négatif pour le maintien de troupes françaises en Afrique.

Publication originale le Quotidien du Peuple, via [Xinhua](#)

Illustration : Banderolle de bienvenue à Dakar pour Nicolas Sarkozy